

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 1^{er} janvier 2024 - 1,50 €

N° 64

Tout fout le camp !

Le début d'une année se manifeste par des vœux de bonheur et il était normal que le président de la République en adresse à ses concitoyens. Pourtant, les souhaits de ce Nouvel An ne doivent pas empêcher de regarder la réalité. Sans tomber dans le pessimisme de ceux qui pensent que c'était toujours mieux avant, le complotisme de ceux qui se persuadent que la vérité reste cachée ou l'indifférentisme de ceux pour lesquels rien ne peut changer, on peut dresser un bilan qui devrait inciter à l'action. Dire les choses sans avoir peur de les nommer, c'est déjà refuser le déni ou la méthode bisounours. Les maux diagnostiqués, on peut s'attaquer aux problèmes.

Passons sur la situation politique à proprement parler. Le chef de l'État reste empêtré dans ses contradictions et prisonnier de son éternel « en même temps », semblant réduit à des effets d'annonce et à des coups de com. L'Assemblée nationale, longtemps délaissée, a retrouvé une liberté de parole qui ne se révèle pas toujours efficace et elle devrait considérer avec une certaine envie la tranquillité et la profondeur des travaux du Sénat. On attend pourtant les européennes.

Mais le problème, visible au quotidien par chacun, apparaît surtout dans les conditions de vie. Le sys-

tème de santé répond de plus en plus mal aux besoins de la population, et pas seulement au niveau des urgences. L'Éducation nationale, malgré les ambitions de son nouveau ministre, vit dans le tragique lorsque ses enseignants sont tués ou menacés et survit alors que se poursuivent la baisse du niveau des élèves et l'accroissement de l'indiscipline.

La désertification des territoires est certes contrebalancée, surtout dans les zones rurales, par la bonne volonté, la solidarité et le système D, mais tout cela évoque de plus en plus une stratégie de bouts de ficelle. En effet, des pans entiers

de l'économie et des services publics fonctionnent en mode dégradé, main-d'œuvre et moyens manquant de plus en plus. La justice et la police tournent aussi au ralenti : des parquets se déplacent dans des commissariats pour classer systématiquement une multitude de plaintes demeurrées non traitées et les policiers se préparent à ne plus pouvoir poser la moindre question à un suspect sans son avocat.

Les transports sont devenus emblématiques, avec des services parfois complètement interrompus et des pannes et retards endémiques – tout cela à la veille des Jeux olympiques,

qui vont faire souffrir les Franciliens. Un exemple parmi d'autres : dans l'agglomération lyonnaise, se succèdent les arrêts du métro, comme le soir de Noël ; à la pénurie chronique de conducteurs s'est ajoutée, à l'approche des fêtes de



SOMMAIRE

P. 1 Tout fout le camp.
P. 2 L'espoir pour tout bagage. P. 3 Lectures.
P. 4 Policiers en colère. – Céréaliers et J.O.. P. 5 La seconde mort de Jacques Delors. – Un social-démocrate sincère. P. 7 PIB russe.

■ **Corruption :** L'association Anticor, créée en 2002, avait vu son agrément pour intervenir dans des affaires judiciaires de corruption (accordé depuis 2016), annulé par la justice administrative, les 23 juin 2023 – et le 23 octobre devant la Cour administrative d'appel –, pour vice de forme d'un arrêté pris par le gouvernement de Jean Castex. D'anciens cadres de l'association, l'estimant prise en main par un lobby gauchiste, avaient été les premiers à contester en justice la légitimité de cette association à intervenir dans les procédures en cours. Cet agrément n'a toujours pas été renouvelé par le gouvernement d'Élisabeth Borne avant la fin de l'année. Le dossier avait été transféré au ministère des Affaires étrangères, car la Première ministre pouvait être soupçonnée de conflit d'intérêts en raison de ses fonctions précédentes dans des affaires dénoncées par Anticor (Tour Triangle à Paris et concession d'autoroutes). Anticor va faire un nouveau recours devant la justice administrative. Le conflit entre le gouvernement et l'association semble porter sur l'identité du principal donateur de l'association que celle-ci entend garder discrète alors que ce secret pourrait nourrir un doute sur le caractère désintéressé des actions menées par l'ONG.

■ **Foot :** La cour régionale des comptes des Bouches-du-Rhône a épinglé, dans un rapport publié le 18 décembre 2023, la gestion du club de foot Athlético Marseille (ex-GS Consolat) repris par Cyril Hanouna en 2018 et placé en liquidation judiciaire en 2022.

fin d'année, une succession d'arrêts de travail ayant entraîné la fermeture des tunnels de la métropole.

Pour certains habitants, le niveau de vie s'est encore dégradé alors que les associations humanitaires peinent à répondre aux besoins. Pour beaucoup, en tout cas, l'avenir apparaît sombre.

Jean Étèveaux

L'espoir pour tout bagage

Cachez ce sein que je ne saurai voir. Noël a disparu au profit des vacances d'hiver car il ne faut heurter aucune conscience. Comme si le vieux père Noël en rouge avec son traîneau apportait le mal à ceux qui croient à des ciels différents ou à ceux qui pensent que l'azur est vide. Avec le même enthousiasme on devrait gommer ce qui fait la France, ses racines spirituelles, culturelles, son Histoire, son esprit, sa grandeur, et le fait qu'elle n'est pas un simple territoire où l'on plante sa tente et où on exige de l'aide sans aucune contrepartie. J'ai du mal à comprendre nos concitoyens qui sont contre tout qu'ils appellent de la répression, qui dénoncent l'État alors que ce dernier a pour mission première de préserver nos libertés pour lesquelles nos prédécesseurs se sont sacrifiés. Et de nous protéger contre ce qui nous défait et menace. Pour tout individu perdre son identité et ses repères est un drame : ne pourrait-on appliquer ce principe aux français ? Doit-on tout accepter au nom de la misère du monde ? N'a-t-on pas le droit de dé-

fendre nos intérêts vitaux ?

Le débat qui oppose des citoyens qui seraient fermés et xénophobes à ceux qui portent leur générosité en bandoulière sans expliquer comment faire, avec quels budgets et en quoi c'est bénéfique pour la collectivité, est confondant de mauvaise foi. Personne n'a le monopole du cœur. Les pseudos humanistes disent que puisque les exils sont inéluctables et nous dépassent feignons d'organiser leur accueil sans limites et demandons ou exigeons des braves citoyens qu'ils fassent une place et paient les frais. C'est une solution simpliste, démagogique et défaitiste : on capitule avant le combat.

Plutôt que de faire comprendre que la laïcité – notion quasi unique au monde – est la liberté d'exercer son culte dans la sphère privée et n'est donc ni une interdiction ni une discrimination, certains préfèrent flatter les plus extrêmes d'une communauté que l'on désigne comme victime notamment de notre passé et de l'histoire en général. Mais je ne suis pas responsable de ce que mes ancêtres ont fait de pas glorieux. En revanche je les soutiens quand ils ont risqué leurs peaux pour que nous puissions dire que nous ne sommes pas d'accord et pour maintenir nos valeurs. En travaillant beaucoup pour que nous puissions redistribuer. Je suis fatigué d'entendre qu'il y aurait du racisme d'État – je fais partie de l'État comme citoyen – que les nantis sont égoïstes malgré tous les impôts et taxes qu'ils paient, et que la France devrait être une auberge espagnole où chacun peut s'attabler, être servi sans payer. C'est rin-

gard mais je crois que tout se mérite avec ses moyens et compétences. Tout donner ne fera progresser ni la société ni les individus car ce ne sera jamais assez, la démographie s'imposant.

Faisons encore plaisir à ceux qui voient la perversion partout. Il faudra songer à supprimer le 14 juillet qui symbolise certes la perte des privilèges mais surtout la terreur. Nos indignés permanents n'ont que les droits de l'homme aux lèvres pour accuser ceux qui ne pensent pas comme eux qui détiendraient la vérité. Personnellement je retiens du 14 juillet l'instauration de la République qui est attaquée actuellement de toutes parts comme n'étant pas assez participative alors que les électeurs dédaignent les urnes. Faut-il s'en étonner quand on voit le spectacle au parlement, les psychodrames sans cesse et les « combinazioni » dignes de la IV^e République. Avec l'impuissance de l'État à régler les problèmes de délinquance grave que même les mal voyants aperçoivent outre le terrorisme local par des gens bien de chez nous, forcément déséquilibrés et loups solitaires, ce qui est démenti à chaque fois. Nos prétendues élites éclairées veulent-elles nous faire prendre des vessies pour des lanternes ? Dans quel but ? Le fumeux vivre ensemble est mort et enterré.

Il faut supprimer aussi le 11 novembre sinon la Marseillaise qui rappelle trop le combat des hommes et des femmes contre des frères et des sœurs. Hissons le drapeau blanc à la place du tricolore. Selon nos bien-pensants le pacifisme et la fraternité seraient la seule voie possible – y compris

en France? D'accord pour la fraternité avec réciprocité. Qu'on nous aime comme on nous demande l'équivalent pour les autres. Avec les citoyens qui vivent chez nous depuis des générations. Mais pour les relations pacifiées jocker, on s'en rend bien compte avec les guerres en cours dans le monde! Ne choquons personne: vive la paix. Et n'honorons plus ceux qui ont fait la nation! J'exagère bien sûr mais pas ceux qui tiennent le haut du pavé médiatique, les minorités qui dominent la majorité silencieuse et qui veulent imposer leurs grilles de lecture. Les donneurs de leçons se seraient-ils précipités à Valmy?

Le wokisme, avec la repentance « *no pasaran* ». Il détruit l'union et crée des clans haineux et des groupes distincts. La démocratie n'est pas la possibilité de prescrire ce qui nous fait plaisir à titre personnel. Les malheureux qui ont quitté volontairement ou par nécessité leurs pays d'origine pour se réfugier en France ne veulent certainement pas que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ils sont venus pour vivre dans une nation qui a des valeurs républicaines, des armes, des arts et des lois. Si c'est pour leur construire une vie à l'identique de ce qu'ils ont fui, ils seraient fondés à déposer plainte pour abus de confiance et tromperie sur la marchandise. Les responsables s'excuseront-ils?

Notre modèle n'est pas parfait à l'exception de tous les autres. Préser-
vons-le car il demeure un exemple. Luttons contre la délinquance et l'insécurité qui ne sont pas qu'un sentiment et contre toutes



HUMOUR

Les marieuses

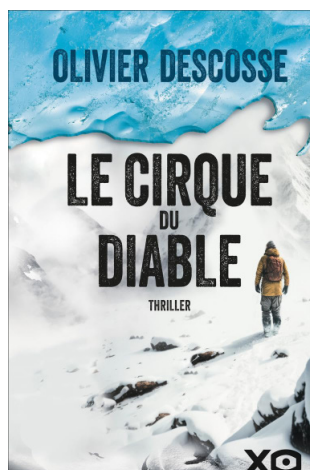
Et si nous commençons l'année par un sourire avec M.C. Beaton? Dans une autre vie, les sœurs Tribble auraient brillé dans l'élégante société anglaise. Aujourd'hui ruinées, elles proposent leurs services pour inculquer les bonnes manières aux jeunes filles détournées des convenances. Ainsi la charmante Maria a tout pour réussir dans les meilleurs salons sauf qu'elle doit traîner deux boulets: ses rustauds de parents. Que dire aussi de la pieuse Harriet? Elle ferait le bonheur d'un vicaire si ce n'était son attirance pour les mauvais garçons.

« Maria la divine », 245 p., 14,90 € et « Harriet la discrète », 264 p., 14,90 €, M.C. Beaton, Albin Michel.

POLAR

La glace et le feu

Deux lieux. Deux enquêteurs. Une même rage de rendre justice aux victimes. Dans le massif de la Meije, le « Cirque du diable » a longtemps traîné une réputation sinistre. Aujourd'hui c'est un spot dédié au sport extrême. Lou Bardon, surfeuse professionnelle, se lance pour un ride filmé



qui devrait lui valoir un joli succès sur les réseaux sociaux. Une descente vertigineuse qui la mène droit sur un corps congelé.

Le capitaine Cabrera de la BAC Nord mène les investigations. Plus loin, une ferme du Haut-Var brûle laissant trois cadavres calcinés. La commandante Chloé Latour dirige l'enquête. Accident ou meurtre, Olivier Descosse fait durer le suspense jusqu'à la dernière ligne.

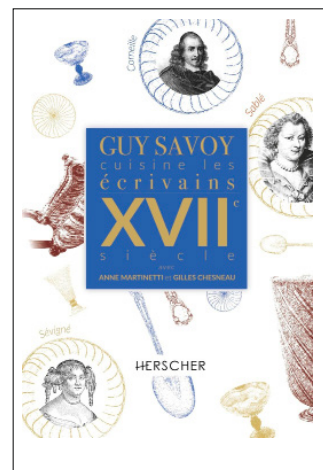
« Le cirque du diable », Olivier Descosse, XO éditions, 512 p., 21,90 €.

GOURMANDISE

À la table des écrivains

Au XVII^e siècle, on aimait les bons mots et les bons mets. Des chefs-d'œuvre (Les Plaideurs de Racine parmi d'autres) sont nés autour d'une table de taverne. C'est l'époque où l'on distingue les plats salés et les plats sucrés devenus des desserts et où les légumes, les petits pois et les asperges notamment, triomphent.

Le chef étoilé Guy Savoy dévoile les recettes qui ont fait la renommée gastronomiques d'auteurs célèbres: navarin d'agneau, sauge et citron confit chez Pascal, brochet poché entier aux



feuilles de câprier et sauce hollandaise chez La Fontaine...

« Guy Savoy cuisine les écrivains du XVII^e siècle », Herscher, 256 p., 28 €.

REVUES

Marcher

Hermès est le dieu des voyageurs, des bergers et des commerçants. La revue éponyme l'a convoqué pour servir de guide à ce numéro consacré à la marche. Marcher, c'est bien sûr aller de l'avant mais c'est surtout aller vers l'Autre pour le meilleur ou pour le pire. Randonnées, excursions, pèlerinages... sont des moments de découverte de soi-même et du monde. Au sommaire: dérive urbaine, femmes sans-abris, la marche en temps de confinement...

« La marche », La Revue Hermès, n° 91, Cnrs éditions, 300 p., 25 €. En librairie. En kiosque.



Mer : La commercialisation des fruits de mer du bassin d'Arcachon a été interdite le 27 décembre pour 28 jours. Ceux des secteurs de Grandcamp-Maisy et de Gêfosse-Fontenay dans le Calvados ont subi la même interdiction le 29. Les coquillages sont victimes d'un norovirus responsable de la gastro-entérite. C'est un colossal manque à gagner pour plusieurs centaines ostréiculteurs qui font 30 à 50 % de leur chiffre d'affaires durant les fêtes de fin d'année.

■ **Disparitions** : La romancière lorraine **Élise Fischer** est morte le 25 décembre à 75 ans. Le journaliste et historien, ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, **Patrick Buisson** est mort le 26 décembre à 74 ans. L'ancien ministre socialiste et président de la Commission européenne **Jacques Delors** est mort le 27 décembre à 98 ans.

La Nation Française

directeur
de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015

Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

les tentations de faire table rase sans savoir ce qui sera mieux. L'utopie est souvent utile et fait rêver mais peut être dangereuse. Le bonheur comme la paix ne se décrète pas. L'homme/la femme reste ce qu'il est avec ses qualités mais surtout ses défauts.

Les citoyens ne vont plus voter se lamente-t-on. Mais pourquoi si on leur impose un cadre qui ne leur convient pas et des cohabitations qui leur font peur. L'humanisme n'est pas le laisser faire-laisser aller. Il doit y avoir des règles. Je ne supporte plus d'être traité de sectaire non inclusif, de dominant abominable et d'héritier de bourreaux. Qui vivrait en harmonie avec les nouveaux venus ? Ils ne m'ont pas mérité. Et n'ont pas à me subir. Halte au feu.

Mon espoir pour 2024 est que l'on retrouve le bon sens et la lucidité sans idéologie ou conquête du pouvoir. Que l'on s'intéresse à l'intérêt général qui n'est pas la somme d'intérêts particuliers. Que l'on restaure dans les têtes le cadre et les valeurs universelles mais réalistes. Voyageons léger : on n'est pas Atlas. Ne demandons pas l'impossible, Mai 68 nous a vaccinés. Le père Noël ne sera pas venu clandestinement et honteusement pour rien. Bonne année à tous.

Christian Fremaux

Policiers en colère

Sur son site, le ministère de l'Intérieur se montre martial et rassurant. On y lit que « *l'engagement to-*

tal » du ministère se manifestera par « *une gouvernance et une structure de commandement* » articulée à la Coordination nationale pour la sécurité des JO (CNSJ) et liée au Délégué interministériel aux JO.

Cet impressionnant dispositif utilisera toute la panoplie des techniques de surveillance – caméras de vidéosurveillance, système antidrogue – et s'appuiera sur une « *mobilisation à 100 %* » des effectifs de police et de gendarmerie. Leurs missions seront nombreuses et difficiles : surveillance des sites sportifs, contrôle des mouvements de foule et participation aux 5 000 opérations anti-délinquance prévues dans les départements concernés par les JO.

Les organigrammes semblent garantir une protection efficace des athlètes et des spectateurs mais tout se jouera sur le terrain. Depuis 2015, les policiers et les gendarmes enchaînent les missions exceptionnelles et souvent périlleuses, face aux terroristes et aux manifestants violents. Or l'annonce d'une mobilisation à 100 % a été très mal reçue.

Les gendarmes sont des militaires, qui sont effectivement mobilisables selon les besoins des autorités et qui n'ont pas le droit de protester. Les policiers disposent de ce droit. Ils n'acceptent pas la suppression de tout congé entre le 24 juillet et le 11 août et ils estiment que les primes compensatoires sont beaucoup trop modestes. Il est vrai que la Police nationale devra assurer, en même temps que la sécurité des JO, les tâches de surveillance aux frontières, de lutte antiterroriste et de

maintien de l'ordre – auxquelles s'ajoutera la protection des cérémonies du 80e anniversaire du Débarquement et de la Libération de Paris.

C'est pourquoi treize syndicats de policiers se sont réunis pour demander une augmentation de la prime exceptionnelle, le respect du droit aux congés, la prise en charge des enfants de ceux qui sont tenus éloignés de leur foyer pendant la période des vacances. Pour appuyer leurs revendications, les syndicats annoncent une « *journée noire* » de manifestations le 18 janvier. Gérard Darmanin se dit prêt à la négociation. Il a tout intérêt à se montrer compréhensif.

Claudine Uzerche

Céréaliers et J.O.

L'interruption de la navigation sur la Seine à Paris durant les Jeux olympiques et paralympiques va fortement perturber la remontée de centaine de milliers de tonnes de grains vers le port de Rouen. La désorganisation qui va en découler risque de coûter un demi-milliard d'euros à la filière. Les agriculteurs, bateliers et courtiers ne décolleront pas.

Le port de Rouen est le principal port céréalier d'Europe occidentale. Son pic d'activité se situe l'été, les moissons étant désormais achevées fin juillet. Or, l'acheminement des céréales de l'Est de la France (de Champagne par exemple) passe par la capitale. C'est donc avec étonnement que les professionnels du secteur viennent

d'apprendre la fermeture totale de la circulation fluviale sur la Seine durant huit jours et demi avant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques qui se déroulera le 26 juillet. Et les épreuves sportives devraient fortement perturber la navigation durant une vingtaine de jours. Sans oublier que le couvert serait remis du 28 août au 8 septembre pour les Jeux paralympiques.

Cette complication survient alors que le marché mondial des céréales est perturbé depuis près de deux ans par la situation en Ukraine. Depuis plusieurs semaines, Jean-François Lépy, secrétaire général d'Intercéréales, référent interprofessionnel de la logistique céréalière tente d'alerter les pouvoirs publics. Le ministère de l'Agriculture, celui de l'Intérieur et la préfecture de région d'Île-de-France sont en train de s'apercevoir que le gouvernement et le comité d'organisation des JO avaient totalement sous-estimé cette donnée fondamentale. La fermeture annoncée initialement aux bateliers était de deux ou trois jours. Ces derniers dénoncent donc une tromperie majeure dans ce dossier.

Ni le transport routier, ni le fret ferroviaire ne peuvent constituer des alternatives sérieuses à la fermeture de la circulation fluviale en matière céréalière. En effet, le recours à des camions est sous-dimensionné et écologiquement contestable. Quant au recours au fret ferroviaire vers Rouen, il est tout simplement impossible à mettre en place faute d'infrastructures. L'interprofession réclame des créneaux de navigation nocturne

dans les jours précédant la cérémonie d'ouverture et le ministère de l'Agriculture entend privilégier le recours à des solutions de stockage en amont de Paris.

Jérôme Besnard

La seconde mort de Jacques Delors

Décédé le 26 décembre, Jacques Delors était politiquement mort il y a trente ans.

Non pas parce qu'en décembre 1994 il avait renoncé à se présenter aux élections présidentielles françaises de 1995, mais parce qu'il n'avait pas trouvé de second souffle après la ratification du traité de Maastricht. Président de la Commission européenne de 1984 à 1994, il s'est inscrit dans la ligne des pères fondateurs, de Robert Schuman et Jean Monnet, partageant avec eux une « vision » pour l'Europe de l'après-guerre. Il a poursuivi l'édification d'une Europe à la française, fonctionnant sur le modèle techno-bureaucratique de l'État français centralisé. Il essayait de poursuivre à Bruxelles la conjonction d'une planification souple de marché avec la suppression des frontières et la libre circulation des biens, des capitaux et des hommes.

La chute du mur de Berlin a bousculé son monde. Pur produit du couple franco-allemand, à la gauche de la démocratie chrétienne et à la droite de la social-démocratie, il a été englouti sous les débris des idéologies. Son projet de

marché unique et d'union monétaire avait été conçu dans le cadre d'un équilibre franco-allemand, et sur-équilibré par l'entrée de la Grande-Bretagne. Il n'était pas fait pour une Allemagne unifiée économiquement hégémonique. Il a fort mal réagi à l'idée d'une admission potentielle de la RDA comme treizième État de la Communauté européenne alors forte de douze membres. Il lui était conceptuellement impossible de remettre en cause tout l'édifice laborieusement construit. Il n'envisageait que l'adhésion progressive de nouveaux membres aux structures existantes ne varietur en se contentant parfois de forcer aux entournures, alors qu'il fallait imaginer une tout autre communauté, à tout le moins se poser la question. Nombre de difficultés actuelles avec les pays centre-européens viennent de là.

Il y eut des élections européennes en 1994, les premières depuis Maastricht, les premières aussi depuis la chute du mur et la décomposition de l'URSS et du bloc de Varsovie, mais peu de vrais débats. Les gouvernements se divisèrent sur la succession de Jacques Delors à la tête de la Commission: Français et Allemands s'entendirent pour choisir le Premier Ministre belge, le terne Jean-Luc Dehaene, plutôt que le bouillant britannique Leon Brittan, ex-ministre de Margaret Thatcher, artisan du marché unique tel un jardin à l'anglaise. Finalement ce fut un candidat de compromis, un Luxembourgeois, qui sera désigné, Jacques Santer.

Dominique Decherf

Un social-démocrate sincère

L'hommage rendu à Jacques Delors a été quasi unanime. Cet hommage est justifié s'il s'agit de l'homme et de ses opinions, mais on en oublie souvent l'action politique du ministre de l'Économie en 1981, et du rédacteur du traité de Maastricht en 1992.

Jacques Delors a toujours été fidèle à ses opinions. Il ne s'en est jamais caché: il était social-démocrate. Homme de convictions il n'était pas un homme de pouvoir. Il souhaitait promouvoir ses idées, mais il n'avait rien d'un politicien arriviste. Cela peut paraître étonnant aujourd'hui compte tenu du spectacle offert par la classe politique actuelle. D'ailleurs certains commentateurs ont imaginé ce qu'aurait pu être la France avec Delors pour Président, à la place de Mitterrand en 1981.

La France du Programme Commun de la gauche.

— Évidemment, quand on s'en tient à la social-démocratie on ne peut agir que comme un social-démocrate. C'est ce qui explique le premier échec de Jacques Delors, ministre de l'Économie des gouvernements Mauroy de 1981 à 1983. Le keynésianisme enseignant que la croissance est accélérée par la stimulation de la dépense, privée et publique, le SMIC est relevé de 10 %, les prestations sociales de 25 %. La croissance, attendue pour 1983, n'est pas au rendez-vous, le déficit budgétaire (qui existait déjà sous Giscard

■ **Danemark** : Lors de ses vœux télévisés du 31 décembre, la reine Margrethe II, 83 ans, a annoncé qu'elle abdiquait le 14 janvier en faveur de son fils Frederik. Elle aura régné 52 ans.

■ **Rail** : Tous les trains Eurostar au départ ou à destination de Londres ont été annulés le 30 décembre après l'inondation d'un tunnel ferroviaire dû à de fortes pluies au sud de la capitale britannique. Au moins 16 000 personnes cherchaient une solution de remplacement. Le 21 décembre, de nombreux trains Eurostar avaient déjà été annulés en raison d'une grève surprise de personnels britanniques.

■ **Portugal** : Les ventes de vins de Porto ont connu une baisse de 10 % en 2023. En conséquence, les 20 000 vignerons de la vallée de la Douro ont dû détruire une partie des vendanges de 2023 ou la vendre à vil prix.

■ **États-Unis** : La première primaire du Parti républicain dans l'Iowa le 15 janvier laisse espérer à Donald Trump de battre ses concurrents Ron DeSantis et Nikki Haley et de rester ainsi favori de la prochaine élection présidentielle malgré ses ennuis judiciaires. Cependant dans le Colorado et le Maine, il a été jugé inéligible aux primaires par les autorités compétentes aux mains de ses adversaires. La Cour suprême se saisira de cette question au printemps prochain alors que la campagne sera déjà largement entamée.

■ **Burkina Faso** : En application d'un arrêt de la Cour européenne des droits de

depuis 1974) passe soudainement de 2 à 4 % du PIB. Mais les bouleversements majeurs sont d'une part les nationalisations prévues par le programme commun de la gauche (et concernent la grande industrie, la banque et la finance) d'autre part la dévaluation du Franc. Par rapport à sa valeur dans le système monétaire européen en vigueur à l'époque le Franc est dévalué trois fois en moins d'un an, la Banque de France doit vendre la moitié de ses réserves de devises pour soutenir notre Franc.

Le gouvernement veut aussi embaucher une grande masse d'ouvriers dans la sidérurgie – ils seront réduits au chômage plus tard. Il régleme la durée hebdomadaire du travail (ordonnance de janvier 1982), il impose la participation des syndicats dans la gestion (lois Auroux) et fixe un coefficient de logements sociaux dans chaque commune (lois Gayssot). L'état actuel de notre code du travail et du Code de l'urbanisme doivent donc beaucoup à ces initiatives « sociales-démocrates » (avalisées par les communistes ministres du gouvernement Mauroy 2.

L'Europe Sociale : Maastricht. – Jacques Delors

quitte le gouvernement pour s'installer comme Président de la Commission Européenne, Mitterrand et Kohl sont d'accord pour lui confier le destin de l'Europe. Ils savent que c'est un européen convaincu, catholique de progrès, et capable d'organiser l'Europe suivant un projet qui n'est ni celui de Jean Monnet ni celui du traité de Rome.

Jean Monnet est un planificateur socialiste, il veut créer des organismes européens dans tous les domaines, il est opposé à l'économie de marché, car à son sens le marché c'est le désordre. Tout à l'inverse Adenauer, De Gasperi et Schuman, réunis à Rome et avec l'appui du Vatican[1], rêvent d'une Europe de l'harmonie, de l'Union, et pensent qu'un marché unique est une façon de faire naître une solidarité entre des peuples qui viennent de se haïr pendant un siècle.

L'originalité de Jacques Delors est qu'il est entre les deux. Son idée est celle d'une Europe sociale, qui permette le partage entre tous les peuples. Il transpose à l'Europe les convictions qui avaient animé son ministère parisien : une Europe sociale, avec une charte sociale très développée et... une monnaie

unique. Or, à cette époque, Margaret Thatcher a commencé à militer pour l'Europe ouverte, dans son discours de Bruges elle a dit son hostilité à toute forme d'intégration européenne. L'Acte Unique, publié en 1986, consacre sa victoire, c'est le modèle le plus libéral possible à l'époque, il est signé par Laurent Fabius Premier ministre mais sera ratifié par Jacques Chirac qui lui succède en 1986 à Matignon.

Jacques Delors n'a pas dit son dernier mot, et il va faire prévaloir ses idées en obtenant que l'on ajoute à l'Acte Unique un appendice concernant la création d'une monnaie européenne : l'euro. Dans un nouveau document, appelé traité de Maastricht, il pose les principes de l'Europe Sociale et de la monnaie européenne. Voilà qui introduit l'intégration tellement désirée. Face à Maastricht la droite française se défend mal. Au gouvernement avec Jacques Chirac (mais toujours Mitterrand président, il le sera jusqu'en 1995) le piège tendu par Jacques Delors n'est pas perçu et voilà une droite qui fait voter pour une Europe centralisée, jacobine et bureaucratique, ce qu'est exactement l'Union Européenne aujourd'hui.

Jacques Delors n'hésite

Abonnement à *La Nation Française*

1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/28o3eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

**Paiement par virement possible. Rib sur demande.
frederic.aimard@gmail.com**

pas à solliciter certains dispositifs du Traité pour faire passer ses idées. En particulier – et c'est important aux yeux des libéraux – il donne une curieuse idée de la subsidiarité. Évidemment il sait que ce concept a été introduit dans la doctrine sociale de l'Église catholique (DSEC) [2], mais il indique que la subsidiarité consiste à diviser la gestion de l'Europe en trois niveaux : local, national et européen. Dans une conception toute française de la décentralisation, il introduit la déconcentration. Ce qui importe c'est ce qui est européen, quitte à ce que l'Europe délègue des compétences au niveau des États membres ou des collectivités locales !

Toujours est-il que, soumis au verdict populaire, et en dépit du soutien de la droite française, le projet de traité de Lisbonne est rejeté par les Français, les Tchèques, les Irlandais. Théoriquement l'affaire aurait été enterrée, mais ce qui a été rejeté par référendum sera désormais soumis à un vote des Parlements : les parlementaires de tous pays prendront la décision rejetée par le peuple, c'est une forme de démocratie qui fera fureur dans l'Union Européenne depuis lors.

En 2002 l'euro sera en circulation, la Banque Centrale Européenne gardienne de la monnaie avec Trichet deviendra avec Mario Draghi et Christine Lagarde un outil de gestion de la dette des États, les taux vont monter et finalement l'inflation sera ouverte, et les budgets tant européens que nationaux ne cesseront de grossir, sauf dans les quelques pays « frugaux », qui ont compris qu'une économie saine a besoin de

finances bien gérées et d'un État réduit à une sphère régaliennne, qui ne devrait représenter que moins de 15 % du PIB.

Aujourd'hui les libéraux demandent la rupture avec l'Europe de Jacques Delors ; Ils s'adressent d'ailleurs aux électeurs dans un manifeste tout à fait clair : retour au marché commun, concurrence institutionnelle entre les États membres (principe de la mutuelle reconnaissance des normes), disparition du droit européen et de l'inflation textuelle, obligatoire et bureaucratique, fin des politiques financées sur budget européen – comme la très coûteuse et très inefficace transition énergétique. Le respect des droits individuels, de la vie privée et des libres transactions est prioritaire.

Jacques Garello

* Jacques Garello est professeur émérite d'Économie à l'Université Aix-Marseille et président d'honneur de l'Association pour la liberté économique et le progrès social (ALEPS).

[1] Cf. Notre article dans la *Nouvelle Lettre* : « L'union européenne devient un cartel d'États Défense, commerce, écologie : la liberté est visiblement exclue » 16 février 2023.

[2] cf. Jean Yves Naudet *La doctrine sociale de l'Église Une morale économique et sociale tomes I-4* éd. Aix Marseille Université 2020.

PIB russe

Le créateur du merveilleux spectacle du Puy du Fou a un talent fou. Mais il est aveuglé par son admiration poutinienne. Le 22 décembre, sur CNews, après avoir affirmé que « la Russie est en train de gagner la guerre » contre l'Ukraine et avoir dénoncé le soutien

européen à l'Ukraine et les sanctions contre la Russie, il a déclaré que selon le FMI en 2024 « le PIB de la Russie serait supérieur à celui de toute l'Europe ». Il faut pourtant rappeler qu'on en est très, très, loin.

Selon la Banque mondiale, en 2022 (dernier chiffre connu) le PIB de la Russie était de 2240 Md\$, celui de l'Union Européenne (qui n'est pas toute l'Europe) de 16750 Md\$. Le PIB par habitant était en 2022 selon l'OCDE de 29819 \$ en Russie et de 57180 en France, le double !

Ce qu'a dit le FMI, c'est qu'en 2024, la croissance économique de la Russie devrait dépasser celle de la zone euro. Il s'agit d'un rattrapage, comme pour l'Ukraine dont l'économie a rebondi avec une croissance du PIB qui devrait être de 4,8 % en 2023 et, en l'état, est prévue de 3,7 % en 2024.

En Ukraine le rebond est dû à de très bonnes récoltes et aux mesures de relance adoptées avec le financement des États-Unis et de l'Europe. En Russie, le retour de la croissance, encore timide en 2023, est dû aux cours du pétrole et à l'économie de guerre. Mais construire des tanks et des munitions qui vont disparaître sur le champ de bataille ne fait pas grandir le pays.

Quant au PIB, ce n'était peut-être qu'un lapsus révélateur. Mais c'est dommage que Philippe de Villiers abîme son image en s'enfermant dans une défense de l'envahisseur russe aussi inconditionnelle qu'infondée et immorale.

Jean-Philippe Delsol

l'homme, du 7 septembre, a France a annulé, le 13 décembre, l'extradition programmée de François Compaoré, 71 ans, frère de l'ancien président Blaise Compaoré et soupçonné d'avoir fait assassiner le journaliste Norbert Zongo en 1998. Le régime militaire qui sévit à Ouagadougou ne permet pas, en effet, un exercice normal de la justice dans ce pays.

■ **Nigeria** : Entre le 23 et le 25 décembre plus de 200 éleveurs et agriculteurs chrétiens ont été massacrés dans une vingtaine de villages de l'État du Plateau (Centre du pays) par des « bandits » éleveurs peuls (dit aussi Foulani) musulmans. Il y a plus de 500 blessés et de nombreuses maisons incendiées. L'évêque auxiliaire d'Owerri, dans l'État d'Imo au sud du pays, a été kidnappé le 27 décembre. 11 chrétiens ont été tués le 24 décembre dans l'État de Borno (Nord-Est).

■ **Ukraine** : Le 26 décembre le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a annoncé avoir repris le contrôle de la localité de Mariinka, à 5 km de Donetsk qui est sous contrôle russe. Le même jour le navire de débarquement russe Novotcherkassk a été coulé par un missile ukrainien dans le port de Feodosia en Crimée. 74 marins russes sont morts. Le 29 décembre, la Russie aurait envoyé 160 missiles sur différentes villes ukrainiennes, faisant au moins 40 morts et plus de 500 blessés. Le lendemain les Ukrainiens ont bombardé la ville russe de Belgorod, à 40 km de la frontière ukrainienne, faisant au moins 20

morts et 100 blessés civils. La Russie a demandé une réunion du Conseil de sécurité à propos de cette dernière frappe.

■ **Russie** : La dissidente Ksenia Fadeïeva, 31 ans, proche d'Alexei Navalny, conseillère municipale à Tomsk (Sibérie), a été condamnée à 9 ans de prison le 29 décembre pour « extrémisme ».

■ **Inde** : L'affaire de l'avion bloqué à Vatry la semaine dernière a déclenché une enquête de la police indienne sur un trafic de candidats à l'émigration originaires du Pendjab et du Gujarat et souhaitant entrer aux États-Unis via le Nicaragua.

■ **Espagne** : Le gouvernement socialiste a annulé le 27 décembre le projet d'une usine de stockage de déchets nucléaires à Villar de Cañas (province de Cuenca, Castille-La Manche). Les centrales nucléaires devront conserver sur leurs propres sites ces déchets durant les 50 prochaines années. L'Espagne semble s'acheminer vers une sortie du nucléaire comme l'a fait l'Allemagne.

■ **RDC** : Le 31 décembre, le président Félix Tshisekedi a été proclamé réélu pour un second mandat de président de la République populaire du Congo, avec 73,34 % des quelque 18 millions d'électeurs (sur 41 700 millions d'inscrits et 100 millions d'habitants). Le scrutin a eu lieu les 20 et 21 décembre. En deuxième position, Moïse Katumbi ne recueille que 18 %, soit 3 200 000 voix. Le Prix Nobel de la paix, Denis Murge, n'a eu que 39 000 voix.

« Eau et changement climatique : et s'il était déjà trop tard ? »

Mardi 23 janvier 2024 à 18 heures

au siège de l'Académie d'Agriculture de France
18, rue de Bellechasse, 75007 Paris - M° Solférino

Ouverture par Chantal Gascuel

Secrétaire Perpétuelle de l'Académie d'Agriculture de France - Directrice de recherche à INRAE
et

Patrice Vermeulen

*Secrétaire Général du Carrefour des Acteurs Sociaux
Ancien Directeur régional de l'environnement - Ancien Directeur interrégional de l'Office National des Forêts
Administrateur général des affaires maritimes*

Modérateur : Laurent Dornon

Responsable du pôle agriculture du Carrefour des Acteurs Sociaux et du Partenariat Eurafrique

Conférenciers :

Jean François Donzier

*Secrétaire Général Honoraire
Réseau International des Organismes de Bassin
Ancien Directeur Général de l'Office International de l'Eau*

Nabil Ben Khadra

*Secrétaire Exécutif
Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS)*

Jean Albergel

*Directeur de recherche émérite IRD, UMR LISAH,
Membre honoraire de l'Académie Africaine des Sciences (AAS)
Membre correspondant de l'Académie d'Agriculture de France (AAF)*

Guy Fradin

*Membre de l'Académie d'Agriculture de France, co-animateur du groupe international
Conseiller du Président du Conseil mondial de l'eau*

Inscription gratuite mais obligatoire : RSVP à dircas@cas-france.org
Poser vos questions à l'avance à laurent.dornon@outlook.fr